Le Monde

Samedi 25 avril 2009 - 65e année - N°19984 –

Egalité, tolérance, travail, bonheur : les nouvelles valeurs des Français

- « Le Monde » publie les résultats d'une enquête approfondie menée tous les neuf ans depuis 1981
- La société française apparaît de plus en plus individualisée mais pas individualiste pour autant

Le vol d'une voiture ou la triche dans sa déclaration d'impôts ne sont pas tolérés ; le divorce, l'avortement, l'éventualité de l'euthanasie même sont majoritairement admis. Neuf Français sur dix se disent très ou assez heureux de la vie qu'ils mènent, mais les deux tiers jugent que le gouvernement fonctionne mal. De même, neuf sur dix se déclarent *« fiers d'être français »*, mais la xénophobie régresse et le regard porté sur les immigrés est plus tolérant. La demande d'égalité, pour la première fois depuis trente ans, devient plus forte que celle de liberté, en dépit des réquisitoires du président de la République contre l'*« égalitarisme »*. En revanche, le *« travailler plus »* sarkozyen rencontre manifestement les attentes des Français, mais pas forcément pour *« gagner plus »*, tant le rapport à l'argent reste complexe.

Tels sont quelques-uns des enseignements souvent surprenants de la passionnante enquête sur *La France à travers ses valeurs*, qui vient d'être publiée, sous la direction des chercheurs Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia. Ce volet français d'une enquête européenne menée tous les neuf ans depuis 1981 explore l'évolution des mentalités dans tous les domaines ou presque : des choix de vie privée aux rapports à la politique et aux institutions, des mutations de la famille à celles du travail ou de la religion, des loisirs à l'argent, de l'enracinement national à l'environnement. Il dessine une société française de plus en plus individualisée : mais, si les citoyens sont de plus en plus soucieux de leur autonomie, de leur épanouissement et de leurs choix personnels, ils ne sont pas plus individualistes et adeptes du « chacun-pour-soi » qu'au fil des trois décennies précédentes. ■

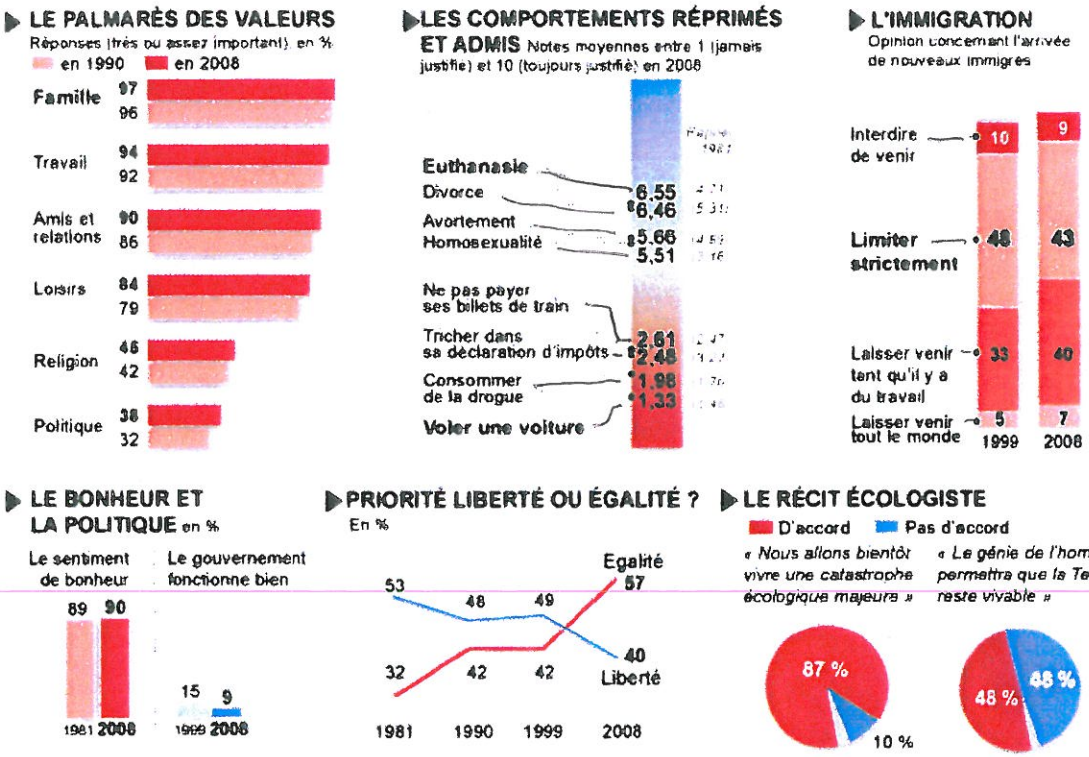
Gérard Courtois

▶ Lire pages 16 et 17

Infographie

Comment évoluent les valeurs des Français ?

LEMONDE.FR | 24.04.09 | 16h22



Source : l enquête 2008 sur les valeurs des Français a été réalisée par l'institut de sondages Lavialle (ISL) 3 071 entretiens (d'une heure en moyenne, en face a face) ont été recueillis entre mai et août 2008, moitié selon une méthode aléatoire, moitié selon des quotas croisés de sexe et d âge de groupe professionnel, de diplôme

Le Monde.fr

Point de vue

L'individualisation progresse, mais pas l'individualisme, par Pierre Bréchon

LE MONDE | 24.04.09 | 15h17

"Dis-moi tes valeurs, je te dirai qui tu es." Selon cette maxime, la connaissance de ce qui oriente et motive profondément un individu permet de comprendre son identité. Celle-ci s'exprime dans un ensemble de valeurs et de croyances, qui ont une certaine stabilité, et qui sont des guides pour l'action. Chacun prétend agir en fonction de ce qu'il croit et des valeurs auxquelles il tient. Mais les valeurs d'un individu ne sont pas seulement les siennes. Chacun adopte des valeurs en puisant dans le stock disponible légué par une famille, un environnement culturel, une société issue d'une longue histoire.

Les enquêtes quantitatives constituent aujourd'hui une méthode particulièrement adaptée pour repérer les valeurs d'une société, valeurs parfois consensuelles, parfois clivées selon les catégories d'appartenance. Lorsqu'elles sont répétées dans le temps, elles permettent de mesurer finement des évolutions qui ne sont pas toujours repérées avec d'autres outils. L'enquête sur les valeurs des Français, qui est à la base des conclusions présentées ici, a été réalisée à quatre reprises, avec un questionnaire approfondi, largement identique, en 1981, 1990, 1999 et 2008. Ceci permet donc de lire l'évolution des valeurs des Français au cours de presque trente ans.

Les valeurs ne changent que lentement. On observe donc beaucoup de constantes dans les résultats, qui traduisent des tendances lourdes se renforçant au fil du temps. Le terme d'individualisation est celui qui synthétise le mieux l'évolution progressive des valeurs des Français dans tous les domaines. Bien sûr, chaque vague permet d'observer, outre cette tendance à l'individualisation, quelques évolutions particulières, dont les éléments les plus significatifs pour 2008 sont présentés dans les autres articles de cette page.

Parler d'individualisation ne doit pas être confondu avec l'individualisme. L'individualisation correspond à une culture du choix, chacun affirmant son autonomie, sa capacité d'orienter son action sans être contrôlé et contraint. La perte de prégnance du catholicisme sur les consciences - ce qu'on peut appeler le mouvement de sécularisation de la société - contribue fortement à cette affirmation de l'autonomie individuelle.

S'il y a montée de l'individualisation, on ne peut pas par contre affirmer que la société française est plus individualiste qu'autrefois. L'individualisme, c'est le culte du "chacun pour soi". Les Français n'ont jamais été très altruistes ni solidaires. Mais ils ne semblent pas l'être moins qu'avant. Ils sont en permanence très peu confiants à l'égard des autres (de 1981 à 2008, seuls 21 à 24 % disent faire spontanément confiance à leurs semblables, quand près des trois quarts des Français affirment au contraire qu'*"on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres"*). Cette faible confiance - typique des pays de l'Europe du Sud - ne traduit pas une réelle suspicion à l'égard d'autrui, mais simplement une volonté de s'occuper de ses affaires sans intervenir dans celles des autres, chacun devant rester dans son domaine personnel et respecter la liberté de son voisin.

Le respect de l'autonomie individuelle et la demande de permissivité concernant la vie privée sont de plus en plus fortement affirmés. Chacun veut avoir la maîtrise de sa vie et de sa sexualité, sans juger les comportements des autres. C'est pourquoi, l'euthanasie, le divorce, l'avortement, l'homosexualité - pratiques autrefois socialement ostracisées - sont largement, et de plus en plus, considérés comme des pratiques légitimes. Alors que les écarts pour tout ce qui concerne le vivre ensemble et l'organisation sociale sont beaucoup moins tolérés.

L'individualisation peut aussi se lire dans les valeurs familiales. La famille signifiait autrefois insertion dans une lignée, l'idéal était de s'insérer dans une tradition et de reprendre le flambeau des ascendants. Aujourd'hui les individus veulent construire une famille à travers leurs relations et leurs efforts de communication dans un couple égalitaire, accueillant et dialoguant avec des enfants dont il faut aussi respecter la personnalité. Attendant un épanouissement personnel de ces chaudes relations affectives, l'expérience de l'échec du couple conduit à de nouvelles expériences, dans l'espoir de trouver enfin une relation stable.

L'individualisation peut aussi se lire dans les valeurs politiques et religieuses qui sont de plus en plus des constructions bricolées. Les Français s'intéressent plutôt un peu plus qu'avant à la politique, ils sont aussi plus facilement critiques et protestataires mais leurs valeurs politiques font moins système. Les valeurs de gauche et de droite sont aujourd'hui beaucoup plus en camaïeu qu'autrefois, chacun composant son mélange de convictions politiques, en général quelque peu décalé par rapport aux grands systèmes constitués. Il en va de même dans le domaine religieux. Les croyances des individus empruntent souvent à des univers très composites, elles sont très flottantes, et c'est seulement pour des minorités que l'intégration d'un système de pensée religieux ou laïque colore l'ensemble de la vie et de l'action.

Cette progression des valeurs d'individualisation n'est certainement pas près de s'arrêter. Elle est d'ailleurs observable - sous des formes variées - dans tous les pays européens, même si chacun évolue à son rythme, en fonction de sa tradition et de sa dynamique culturelle, certains pays restant plus traditionnels et plus fidèles aux héritages, les autres étant davantage porteurs de modernité recomposée.

Pierre Bréchon, de l'IEP de Grenoble, Pacte (CNRS)

Mise en oeuvre par l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs et financée par le Comité de concertation pour les données en sciences sociales (ministère de la recherche), un contrat ANR et le soutien de plusieurs ministères, cette enquête prolonge des enquêtes similaires de 1981, 1990 et 1999. Les résultats sont présentés dans La France à travers ses valeurs, *sous la direction de Pierre Bréchon et de Jean-François Tchernia, Armand Colin, 320 p., 19,90 €. On pourra aussi trouver des informations sur l'histoire de l'enquête sur valeurs-france.fr.*

Article paru dans l'édition du 25.04.09

Le Monde.fr

Point de vue

En 2008, la demande d'égalité devient plus importante que celle de liberté, par Raul Magni Berton

LE MONDE | 24.04.09 | 15h17

La dernière vague de l'enquête Valeurs a été menée entre mai et août 2008, donc dans les mois qui précédaient la crise financière, une grosse année après l'élection de Nicolas Sarkozy et après la prise de fonctions de l'actuel gouvernement. Le président - bien qu'alors en perte de popularité - s'était prononcé dès sa campagne électorale *"contre l'égalitarisme, l'assistanat et le nivellement"* et il avait lancé, dès les premiers mois de son mandat - un an avant l'enquête -, plusieurs réformes allant dans ce sens, dont la loi sur le paquet fiscal.

Ces événements pouvaient laisser entendre que les Français étaient devenus plus favorables au marché, à la libre entreprise et à la réduction de l'intervention de l'Etat. Cette idée se fonde sur la présupposition - souvent erronée - que les valeurs des représentants correspondent aux valeurs de la majorité des représentés. Les résultats montrent que les Français ont évolué dans un sens tout autre.

Invités à choisir entre deux valeurs cardinales de notre société : la liberté et l'égalité, les enquêtés ont, pour la première fois en 2008, majoritairement déclaré préférer l'égalité à la liberté. Ce phénomène n'a rien de conjoncturel puisque l'évolution enregistrée est progressive : dans les années 1980, les partisans de la liberté étaient largement plus nombreux que les partisans de l'égalité. Dans les années 1990, l'écart s'est progressivement réduit jusqu'à ce que la tendance se renverse en 2008. En particulier, la préférence pour l'égalité est aujourd'hui devenue massive parmi les personnes à plus faibles revenus, sans qu'on puisse déceler une différence entre ceux qui se disent de gauche et ceux qui se disent de droite.

RÉÉVALUATION DU RÔLE DE L'ETAT

D'autres résultats confirment la portée et le contenu d'une tendance qui se révèle robuste. En 1990, le principe de concurrence avait conquis trois Français sur cinq. En 2008, ils ne sont plus que deux sur cinq à vanter ses mérites. Dans le même temps, moins de Français estiment que *"les individus devraient avoir davantage la responsabilité de subvenir à leurs besoins"*, tandis que montent les adeptes des responsabilités de l'Etat dans la satisfaction des besoins de chacun.

En outre, l'idée de contrôler plus sérieusement les entreprises passe de 28 %, en 1999, à 42 % en 2008 ; les partisans de nouvelles nationalisations montent même un peu. La confiance aux grandes entreprises est en fort déclin depuis 1990 alors que la confiance aux syndicats monte de quelques points, ces deux grands acteurs des relations économiques obtenant désormais à peu près les mêmes scores. Ajoutons que chez les jeunes, la confiance dans les syndicats atteint un niveau jusque-là inégalé (bien qu'ils ne militent pas davantage qu'avant). Et les partisans d'un changement radical de la société sont aussi en hausse.

Considérons pour finir les attitudes relatives à la pauvreté et à l'"assistanat". Beaucoup moins de Français estiment aujourd'hui que les chômeurs devraient être obligés d'accepter tout emploi disponible s'ils veulent conserver leurs indemnités de chômage (33 %, contre 52 % en 1990). En revanche, il y a une grande stabilité dans l'attitude à l'égard de la pauvreté avec deux tiers des Français qui pensent qu'elle est due aux injustices de la société et un tiers qui cite parmi ses causes la paresse ou la mauvaise volonté des individus.

L'ensemble de ces indices permet de dessiner une tendance claire vers un retour de valeurs égalitaires et de réévaluation du rôle de l'Etat, tendance qui est apparue dès le printemps 2008, avant la crise financière. Depuis,cette tendance s'est probablement encore accentuée. Elle peut en partie expliquer la faible popularité du gouvernement et les succès des journées nationales d'action de ce début d'année à l'appel des grandes organisations syndicales.

Le succès des politiques mises en oeuvre pour sortir de la crise se mesurera sans doute à la capacité du gouvernement à répondre aux exigences égalitaires de l'opinion.

Raul Magni Berton, de l'IEP de Bordeaux, Spirit (CNRS)

Article paru dans l'édition du 25.04.09

Le Monde.fr

Point de vue

Plus fiers d'être Français mais moins xénophobes, par Bruno Cautrès et Céline Belot

LE MONDE | 24.04.09 | 15h17 • Mis à jour le 24.04.09 | 16h43

En 2008, la France présente d'apparents paradoxes : alors que la norme antiraciste progresse et que les valeurs de tolérance s'affirment, le sentiment de fierté nationale se raffermit et l'ouverture à l'Europe est la source de profondes inquiétudes. Paradoxe ou facettes opposées d'un même phénomène ?

Amenés à se prononcer sur les groupes d'individus qu'ils n'aimeraient pas avoir comme voisins, seuls 3 % des Français citent en 2008 *"des gens d'une autre race"* (ils étaient 9 % en 1990 et en 1999) et seuls 4 % mentionnent *"des travailleurs étrangers ou des immigrés"* (contre 13 % en 1990 et 12 % en 1999). De même, alors que, en 1990, 61 % déclaraient que *"quand les emplois sont rares, les employeurs devraient embaucher en priorité des Français"*, ils ne sont plus que 41 % à l'affirmer en 2008. En outre, les Français sont plus favorables à l'immigration que par le passé : ils souhaitent moins souvent l'interdire ou la *"limiter strictement"*, et plus souvent *"laisser venir les gens tant qu'il y a du travail"* (40 % le souhaitent aujourd'hui contre 33 % en 1999). Les opinions des Français à l'égard des minorités ethniques évoluent donc vers une plus grande tolérance. Certes, il s'agit là de déclarations verbales. Il est probable que certains Français se montrent plus favorables à l'immigration en paroles que dans leurs comportements. Cependant, le fait même qu'ils adoptent un tel discours montre que la norme sociale de tolérance est plus forte que par le passé.

Cette évolution est parallèle à la montée des valeurs humanistes. Ce changement à l'égard des immigrés s'inscrit dans un mouvement de longue durée des systèmes de valeurs consistant à accorder plus d'importance à ce que les individus font de leur vie plutôt qu'à leurs attributs de naissance : une origine géographique, un genre masculin ou féminin, une confession religieuse, une couleur de peau, une origine ethnique.

Dire que ces valeurs humanistes ont progressé dans la société française n'indique cependant pas qu'elles sont également présentes dans toutes les catégories sociales. Les clivages politiques sur la question de l'immigration restent importants, comme l'a encore montré la campagne présidentielle de 2007.

L'enquête montre qu'il existe toujours un segment de l'opinion française à la fois favorable à la peine de mort, rétive à l'évolution des moeurs familiales, craintive sur l'économique, le social, l'Europe, et négative sur l'immigration : la xénophobie est révélatrice de peurs multiformes à l'égard d'un monde qui change et est beaucoup plus développée dans toutes les catégories qui rejettent le monde moderne.

Cependant les Français qui ont peur de l'intégration européenne ne partagent pas tous ces valeurs de repli et de fermeture hexagonale. L'enquête 2008 permet en effet d'observer que les craintes à

l'égard de l'Europe s'échelonnent des deux côtés de l'échiquier politique : à droite, craintes davantage exprimées vis-à-vis de l'identité nationale et à gauche sur les acquis sociaux. Le développement de l'intégration européenne a cristallisé un peu plus les craintes sociales : si les Français appréhendent que l'intégration européenne ne conduise à une perte de pouvoir de la France dans le monde (53 %) ou qu'elle n'affaiblisse l'identité et la culture nationales (54 %), ils craignent encore plus l'impact de l'Europe sur la perte d'emplois (66 %) ou l'abandon de la sécurité sociale (68 %).

Les craintes à l'égard de l'Europe, lorsqu'elles sont avant tout sociales, peuvent s'articuler sur d'autres logiques que celles du repli hexagonal : on peut être à la fois favorable au principe de l'intégration européenne, mais inquiet, voire critique, sur ses réalisations et ses modalités. A trois ans de distance, des traces assez nettes des débats de la campagne référendaire de 2005 sont encore visibles. Les opinions sur l'Europe, tout comme celles sur la mondialisation, travaillent l'espace des valeurs.

Dans ce contexte, comment interpréter le retour en force du sentiment de fierté nationale ? En 1981, 82 % des Français se déclaraient fiers d'être français, chiffre élevé mais traduisant une baisse relative par rapport aux années 1970, en France comme dans de nombreux pays européens. Cette baisse était alors surtout enregistrée auprès des jeunes, des diplômés, des électeurs de gauche, nettement moins fiers que les autres catégories. La situation a changé en 2008 : non seulement 90 % de l'échantillon de 2008 se déclarent *"fiers d'être français"* (dont 39 % pour la seule réponse *"très fiers"*), mais ce très fort sentiment est quasi unanimement partagé.

On ne doit cependant pas se tromper sur le sens de cette évolution : il ne s'agit pas d'un retour "passéiste" vers une identité nationale cocardière ou frileuse. Sans doute l'inquiétude sur le monde qui change est-elle forte, tout comme la tentation du repli hexagonal ; mais si le sentiment d'identité nationale s'exprime aujourd'hui de manière plus unanime, c'est à la faveur d'évolutions liées à l'intégration européenne. Le processus d'intégration a en effet montré que les "vieilles nations" pouvaient coopérer et se donner un destin commun sans nier leurs différences et la profondeur de leurs histoires respectives.

Plutôt que concurrents, les sentiments d'appartenance nationale et européenne coexistent, se conjuguent, s'additionnent. L'enquête permet de mieux saisir le sens que les Français donnent à ce sentiment de fierté nationale. Si à peine la moitié de l'échantillon déclare qu'il est vraiment important d'avoir des origines françaises pour être français, 98 % des personnes interrogées considèrent qu'être français se mesure au respect de la loi et des institutions françaises. En 2008, être français est donc avant tout perçu comme une donnée comportementale, même si la dimension d'héritage par les origines n'est pas exclue.

Les chiffres de 2008 nous livrent donc le portait d'une France plus ouverte, tolérante et "humaniste" que ces trente dernières années, une France qui a su articuler ces valeurs avec un fort sentiment d'appartenance nationale. Beaucoup de Français semblent aujourd'hui fiers d'une France ouverte sur le monde.

Se dire plus fier d'être français que par le passé et être en même temps moins xénophobe et plus tolérant n'est en réalité pas paradoxal. Pour autant cette identité paraît fragile, puisque menacée à la fois par les évolutions du monde et par les segments de la société qui ne partagent pas la vision majoritaire, et est donc potentiellement toujours à reconstruire.

Bruno Cautrès, du Cevipof-Centre de recherches politique de Sciences Po.
Céline Belot, de l'IEP de Grenoble, Pacte (CNRS)

Le Monde.fr

Point de vue

Travailler plus, une nécessité, mais pas forcément pour gagner plus, par Frédéric Gonthier et Jean-François Tchernia

LE MONDE | 24.04.09 | 15h17 • Mis à jour le 24.04.09 | 17h04

Travailler plus pour gagner plus", "Redonner de la valeur au travail", encourager *"la France qui travaille"*... La dernière enquête sur les valeurs des Français peut aider à comprendre le succès électoral et les angles morts des slogans de campagne de l'actuel président de la République.

Aux yeux des Français, le travail constitue une valeur essentielle : les deux tiers des personnes interrogées affirment que le travail occupe une place très importante dans leur vie, et plus des trois quarts estiment qu'il faut avoir un travail pour développer pleinement ses capacités. On retrouve ici les deux aspects de la centralité du travail : en travaillant, l'homme actualise ses potentialités et affirme son identité d'être socialisé. Prôner une revalorisation du travail revient, en ce sens, à prêcher des convertis.

Mais on observe aussi plusieurs éléments qui attestent d'une montée en puissance de la valeur travail, par le biais d'une transformation du rapport à l'emploi. D'abord, les Français sont de plus en plus nombreux à soutenir que travailler constitue une obligation sociale : l'emploi devient un bien d'autant plus impératif qu'il est rare, d'autant plus valorisé qu'il se dérobe. D'ailleurs, bien que l'image d'une France "paresseuse" soit contredite par les statistiques nationales et européennes, près de 60 % des enquêtés adhèrent à l'idée selon laquelle les gens qui ne travaillent pas deviennent paresseux. C'est sans doute en faisant écho à ce type d'opinions que le thème du *"travailler plus pour gagner plus"* a exercé l'essentiel de sa capacité de séduction.

On en trouve, dans l'enquête, une autre illustration. Entre 1999 et 2008, les attentes des Français par rapport à l'emploi ont plutôt eu tendance à reculer. Ce reflux n'affecte pas les enquêtés de façon égale : ceux-ci se déclarent d'autant plus insatisfaits de leur travail qu'ils occupent une position basse dans la hiérarchie professionnelle. De même, les ouvriers restent les plus sensibles aux conditions matérielles de travail, tandis que les cadres, les chefs d'entreprise et les professions intellectuelles développent davantage d'attentes en termes de réalisation de soi. Cela n'est pas sans expliquer le succès du *"travailler plus pour gagner plus"* auprès des classes populaires qui, comparativement aux classes supérieures, sont moins disposées à relativiser les aspects matériels du travail au profit de dimensions plus immatérielles.

L'ESPRIT D'ÉCONOMIE

Les rapports des Français à l'argent apparaissent tout aussi complexes. L'effort d'épargne est valorisé, et quatre Français sur dix estiment par exemple qu'une des qualités à enseigner aux enfants est l'esprit d'économie. Cependant, près de deux Français sur trois sont d'accord avec l'idée d'attacher moins d'importance à l'argent. Ces deux affirmations, apparemment difficiles à concilier, peuvent aller de pair, mais ce ne sont pas les mêmes catégories sociales qui valorisent le plus l'esprit d'économie (ouvriers et employés) ou qui apparaissent le moins attachées aux biens matériels (cadres et professions intermédiaires).

Les Français sont toutefois globalement d'accord avec l'idée que la lutte contre la hausse des prix est prioritaire : ils sont trois sur quatre à placer cet objectif en premier ou deuxième, alors qu'ils n'étaient qu'un peu plus d'un sur trois en 1999. L'idée de *"gagner plus"* semble donc surclassée par le besoin des Français de protéger leurs ressources par des actions individuelles comme par une politique nationale.

Au-delà des mesures concrètes impliquées par le *"travailler plus pour gagner plus"*, on peut s'interroger sur la philosophie d'inspiration libérale qui y est attachée. Là encore, le portrait que livre l'enquête est contrasté. L'orientation générale des réponses traduit une relative adhésion à certains aspects du libéralisme économique. Sur plusieurs autres thèmes, au contraire, une majorité de Français soutient des options de solidarité sociale.

Cette défiance croissante vis-à-vis de l'économie de marché, dont on peut rendre compte par la persistance des inégalités en France depuis le tournant des années 1980, dépasse d'ailleurs les différences en termes de profession, de diplômes ou de revenus.

Dans ce contexte, les politiques sociales apparaissent comme garantes d'une cohésion qui serait encore davantage fragilisée si la compétition entre les individus pour obtenir une meilleure rémunération était exacerbée.

Frédéric Gonthier, de l'Université du Littoral côte d'Opale, associé au Centre Maurice-Halbwachs (Paris).

Jean-François Tchernia, directeur de Tchernia Etudes Conseil, associé à l'IEP de Grenoble

Article paru dans l'édition du 25.04.09

Le Monde.fr

Point de vue

Une demande croissante d'ordre public mais un désir accru de liberté privée, par Etienne Schweisguth

LE MONDE | 24.04.09 | 15h17 • Mis à jour le 24.04.09 | 15h17

Les résultats de l'enquête Valeurs pourraient paraître tomber à pic pour ceux qui aiment à penser que notre société est menacée par un retour de l'ordre moral ou du conservatisme. En effet, de 1981 à 2008, on a assisté à une montée des opinions favorables à l'autorité, à une montée de la confiance dans l'armée et même, dans une moindre mesure, à une montée de la confiance dans la police. L'accord avec l'idée que *"ce serait une bonne chose qu'on respecte davantage l'autorité"* est ainsi passé de 60 % à 79 %.

En fait, il ne semble pas qu'il faille voir dans cette remontée du principe d'autorité une demande de retour au caporalisme à l'ancienne. Cette nouvelle faveur du thème de l'autorité semble plutôt avoir deux causes essentielles : d'une part, la mort de l'idéologie anti-autoritaire de Mai 68, dont le symbole était le slogan *"il est interdit d'interdire"* ; d'autre part, la prégnance croissante de la question de la sécurité.

Les premiers signes d'une remontée des opinions favorables à l'autorité sont apparus à la toute fin des années 1990, au moment où le thème de l'insécurité s'imposait dans l'actualité médiatique. Par exemple, alors que, depuis les années 1980, l'opinion selon laquelle l'école devait surtout *"donner le sens de l'effort et de la discipline"* était en déclin lent et régulier, un sondage Sofres de 1999 montrait une brusque remontée de cette opinion. La même année, l'enquête Valeurs enregistrait une montée de la réponse *"respecter davantage l'autorité"*, qui était restée stable auparavant de 1981 à 1990.

Il semble bien que le sentiment d'insécurité se soit traduit chez les enquêtés par un appel à l'autorité. La demande de sécurité, cependant, n'est pas synonyme de conservatisme généralisé. En même temps que la demande de sécurité montait, le libéralisme des moeurs continuait de progresser, le nombre de partisans de la peine de mort baissait et, contrairement à une croyance tenace, les opinions xénophobes diminuaient également.

HOMOSEXUALITÉ ACCEPTABLE

En 2007, Sarkozy n'a dû sa victoire ni à une illusoire montée du libéralisme économique dans l'électorat ni à une non moins illusoire montée de la xénophobie - démenties par les chiffres - mais à l'habileté avec laquelle il a su fédérer sur son nom des électeurs très divers idéologiquement, y compris un gros contingent d'anciens électeurs du Front national. L'hypothèse d'une tendance de la société à revenir à un type d'autorité à l'ancienne paraît extrêmement peu plausible. Tout le changement social depuis la fin de la seconde guerre mondiale est allé dans le sens de l'accroissement de l'autonomie individuelle. Rien ne donne à penser que, par exemple, les lycéens réclament plus de sanctions à l'encontre de leurs tendances à l'absentéisme, ou que les salariés souhaitent le renforcement des pouvoirs de leurs supérieurs hiérarchiques.

Dans la période d'après 1968, le mot *"autorité"* avait valeur de symbole idéologique. Il discriminait entre droite et gauche. Il était fortement lié au sentiment d'appartenance religieuse et étroitement corrélé aux positions conservatrices ou permissives en matière de moeurs.

Aujourd'hui il est beaucoup moins marqué idéologiquement. L'exemple le plus remarquable est celui de son lien avec le libéralisme des moeurs : alors que, en 1981, parmi ceux qui jugeaient l'homosexualité acceptable, 29 % seulement estimaient qu'il fallait *"respecter davantage l'autorité"*, la proportion est aujourd'hui de 73 % ! Etre favorable à l'autorité et accepter l'homosexualité sont aujourd'hui deux attitudes parfaitement compatibles.

La demande d'autorité que révèlent les résultats de l'enquête Valeurs traduit une demande d'ordre dans la sphère publique et non une demande de retour à une société d'ordre moral. Elle s'inscrit dans le nouveau cocktail de valeurs qui caractérise les sociétés développées contemporaines : liberté privée et ordre public.

Etienne Schweisguth, directeur de recherche au Centre d'études européennes de Sciences Po.

Article paru dans l'édition du 25.04.09